

CONTRIBUTION ENQUÊTE PUBLIQUE
MODIFICATION N°2 DU PLU
VILLIERS-LE-BEL

Mme Lénaïck BIENVENU

Habitante de Villiers-le-Bel depuis 20 ans, parent et représentante des parents d'élèves

L'enquête publique relative à la modification n° 2 du PLU de la ville de Villiers-le-Bel porte notamment sur la reconversion de la friche hospitalière de l'établissement Assistance Publique Hopitaux de Paris - APHP - Adélaïde Hautval, qui sera l'objet de ma contribution.

Bref rappel historique

L'Hôpital Adélaïde Hautval – anciennement hôpital Richet – ouvert en 1965 à Villiers-le-Bel, a été un établissement public hospitalier Assistance Publique Hopitaux de Paris - APHP - d'une capacité totale de 750 lits, accueillant des personnes âgées en médecine gériatrique, soins palliatifs, soins de suite et de réadaptation.

Structure essentielle dans un territoire défavorisée en offres de soins pour personnes âgées, il représentait également le premier employeur de la ville avec 750 salariés.
C'était dire l'importance de cet établissement hospitalier qui a compté dans notre territoire.

Sa fermeture, avec un plan de restructuration annoncée en 2015, fût un choc pour les habitantes, les personnels hospitaliers et les patient·es. Ceux-ci ont été progressivement transférés sur d'autres hôpitaux et le personnel, reclassé sur d'autres sites pour une fermeture définitive de l'établissement en octobre 2021.

A cette époque, devant l'incompréhension face à cette fermeture, il avait été expliqué que l'hôpital n'était plus aux normes et que le coût d'une rénovation sur site aurait été trop onéreux – estimé à plus de 80 millions d'euros - compte-tenu de la nécessité de détruire les bâtiments pour en construire d'autres. A ce jour, une maison de retraite médicalisée du même nom, construite non loin du site, permet d'accueillir 130 personnes âgées, maigre consolation.

Une situation géographique en « cœur de ville »

Le site de la friche hospitalière se situe géographiquement au centre de la ville de Villiers-le-Bel, à presque équidistance entre la gare - 1 km à vol d'oiseau - et la Mairie - 1,5 km.

D'une superficie de 8,2 hectares, il jouxte, au sud le terrain municipal des sports avec piscine, à l'ouest des champs avec des lignes à Très Haute Tension – THT - 250 000 volts, ce qui contraint tout projet à proximité-, au nord le centre technique municipal, le Collège Saint-Exupéry et les habitations des riverains de la rue Julia en impasse et à l'est bordé par la rue du Champ Bacon .

Voir cartes ci-dessous :

L'élaboration d'un projet de reconversion a été engagé par la ville dès 2015, à l'annonce de la fermeture du site par l'Assistance Publique Hopitaux-de-Paris - APHP - puis, reprise par Grand Paris Aménagement – GPA - en mars 2018 et officialisée par la signature d'un protocole d'accord entre la ville et GPA en juin de la même année.

Le Contrat de Développement Territorial

Le projet de reconversion de la friche hospitalière est inscrit dans le Contrat de Développement Territorial - CDT - Val de France / Gonesse / Bonneuil-en-France - dans l'avenant n°2 au volet logement : initialement prévu pour la programmation du complexe EuropaCity et les aménagements sur le Triangle de Gonesse, ainsi que le Dôme de Sarcelles, salle de spectacle de 20 000 places, le CDT a été signé en février 2014. Révisé le 8 mars 2015 pour délimiter 23 secteurs d'opération de renouvellement urbain, il a fait l'objet de plusieurs avenants, dont le numéro 2 qui a modifié son volet logement en 2017 et révisé en 2020, notamment sur le secteur qui nous intéresse – secteur 19 « Les Charmettes » - pour une extension de ce secteur incluant le site de l'hôpital Adelaïde Hautval et le convertissant en un nouveau zonage permettant de fait son urbanisation grâce au CDT.

De nombreuses études pour l'aménagement du site ont été diligentées par la ville puis, par Grand Paris Aménagement qui ont mandaté plusieurs cabinets et agences d'urbanistes, d'architectes, de paysagistes pour concevoir un nouveau projet destiné à aménager ce lieu vacant : ci-dessous trois exemples d'agences :

Champ libre : <https://champlibre.coop/project/site-hospitalier-adelaide-hautval/>

Le Sens de la ville : <https://lesensdelaville.com/mission/a-villiers-le-bel-programmer-les-rez-de-chaussee-actifs-de-l-ancien-hopital>

Building Management group : <https://building-management.fr/le-projet-de-revalorisation-de-lhopital-adelaide-hautval/>

Conjointement, la municipalité a programmé un projet de conversion à l'agriculture urbaine sur le côté ouest de la friche hospitalière ne faisant pas partie du projet de programmation de GPA - projet PAUSE - Pôle Agricole Urbain Social et Écologique - avec les agences La Belle Fiche, Palabres et Ancoats.

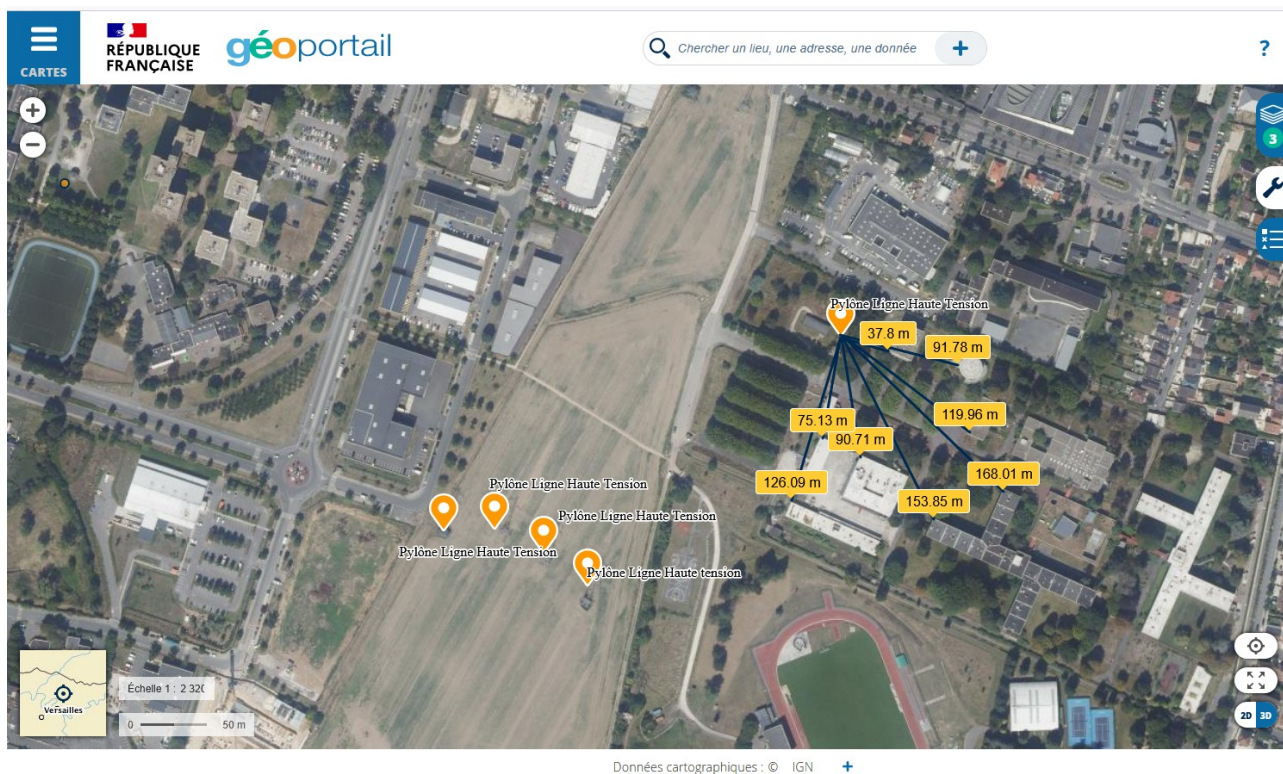
Un changement de zonage est prévu pour permettre ces aménagements :

- pour la partie GPA/ville avec construction / réhabilitation de bâtiments en logements / commerces en rez-de-chaussée, locaux pour espaces associatifs : passage d'une zone UF en UC.cdt
- pour la partie ville / CARPF avec un projet Économie sociale et solidaire – espace de formation / activités de transformation alimentaire : passage de zone en UX.

L'OAP prévoit donc une mixité des usages de ces deux parties distinctes. Il est à noter que certains bâtiments et espaces des deux projets d'aménagement - GPA/Ville et CARPF/Ville - se trouvent en toute proximité de lignes à Très Haute Tension de 250 000 volts, situation inadaptée aux activités prévues du fait d'une présence continue ou prolongée.

A noter : un pylône se trouve sur le site à l'endroit de la barrière d'entrée.

Voir photos satellites ci-dessous :



Source : site Internet Géoportail – année de prise de vue 2024



Source: site Internet Géoportail – année de prise de vue 2024

Concernant les lignes électriques à très haute tension - THT : en page 10 du document de présentation , il est écrit :

« Le site est bordé et traversé par des lignes électriques de 250 000 volts considérées comme un réseau stratégique de la région parisienne. La présence de ces lignes contraint fortement la construction de logements neufs et limite les usages. De ce fait, les logements et éventuels équipement sensibles seront autorisés à distance des lignes et l'évolution du PLU ne prévoit pas d'autoriser des constructions neuves sous les lignes THT. »

Pas de « concertation » digne de ce nom avec les habitant·s et usager·es du territoire

Une concertation publique préalable au dépôt du permis d'aménager a été lancée le 16 mars 2024 et dès les premières visites du site organisées par Grand Paris Aménagement, nous comprenons très vite que tout est acté.

Nous sommes mis devant le fait accompli, bien que cette dite-concertation publique soit programmée avec réunion publique et ateliers. La mairie a présentée sa partie, suivie de Grand Paris Aménagement. Les architectes et paysagistes sont venus avec leurs plans tout faits et leurs crayons de couleur ; il ne nous restait plus qu'à dessiner et indiquer où nous voulions mettre le mobilier urbain, la station de bus et les jeux pour enfants !

En 2021, la ville a obtenu le soutien du plan de relance « France Relance » avec une subvention au titre du fonds friche de plus de 4 millions d'euros, ce qui a permis à Grand Paris Aménagement d'engager des études sur la démolition de certaines parties de l'établissement.

A aucun moment, sur les dix années depuis l'annonce de la fermeture de l'hôpital, nous n'avons été sollicité·es pour proposer nos idées et faire partie intégrante du comité de pilotage du projet. Preuve en est que la population ne s'intéresse que peu au projet, à voir le nombre d'habitant·es et d'usager·es du territoire présent·es aux réunions publique organisé par GPA/ville et pour la modification N°2.

Les bilans de la concertation tant pour le projet de reconversion de l'hôpital que pour la modification n°2 du PLU ne font état d'ailleurs de très peu de contributions de la part des habitant·es et usager·es du territoire.

Grand Paris Aménagement, aménageur d'État qui voit trop grand

Grand Paris Aménagement voit l'Île-de-France en grand : en 2018, année de la convention signée avec la ville de Villiers-le-Bel pour l'opération de reconversion du site de l'hôpital Adélaïde Hautval, Grand Paris Aménagement dénombrait 93 opérations en cours.

A ce jour, plus de 80 opérations sont répertoriées, en cours ou à l'étude sur le territoire de l'Île-de-France, dont certaines tout autour de Villiers-le-Bel et non recensées sur le site de GPA : Montmagny, Goussainville, Garges, Gonesse, Louvres-Puiseux... Les projets d'« Eco-quartiers » fleurissent mais il faut se rendre à l'évidence : nos villes ne peuvent plus accueillir à force de densification. La loi SRU permet de densifier encore et toujours plus dans les mêmes agglomérations, même si le taux des 20 % de logements sociaux a été largement dépassé. A Villiers-le-Bel, le taux est de 54 % de logements sociaux !

Les projets de construction voient le jour pour des raisons de mixité sociale avec du locatif intermédiaire et de l'accession à la propriété : le dernier en date à Villiers-le-Bel vient d'être inauguré au village début juin 2025 – îlots Moscou - avec une centaine de logements en locatifs intermédiaires. Cependant, ce ne sont pas les logements qui feront venir une nouvelle population, mais un cadre de vie.

Villiers-le-Bel manque de services publics, de commerces diversifiées et d'emplois. Les nuisances sonores aéroportuaires dissuadent les potentiels locataires de s'y installer de façon pérenne ou au mieux de devenir propriétaire.

Certains immeubles tout récemment construits qui, au départ, étaient prévus pour de l'accession à la propriété, n'ont pas trouvé preneur et le promoteur a dû vendre à un bailleur : c'est le cas de l'immeuble de la rue Léon Blum de 53 logements, racheté par CDC Habitat et qui plus est a été construit en lieu et place d'un verger abandonné, détruisant une source de biodiversité et d'îlots de fraîcheur dont nous avons grandement besoin.

Néanmoins, Grand Paris Aménagement a des projets de rénovation / restructuration urbaine de quartier en cours sur toute la ville de Villiers-le-Bel, pour laquelle tous les quartiers sont ou ont été concernés : restructuration au Village avec la construction de 400 logements ; destruction et rénovation de logements et réhabilitation d'équipements publics sur les quartiers de Derrière-les-Murs et Puits-la-Marlière ; ZAC des Tissonvilliers III ; puis ce sera le pôle Gare. Précédemment, en 2022, il s'est agi d'un programme de rénovation du quartier des Carreaux. S'ajoute celui de la reconversion de la friche hospitalière pour encore du logement !

Projet de reconversion GPA/Ville de la friche hospitalière demandant une modification du PLU

Le projet d'aménagement prévoit la destruction / construction / réhabilitation de bâtiments pour aboutir à terme à 370 nouveaux logements locatifs - sociaux et intermédiaires – et en accession à la propriété, en habitats collectifs et individuels.

L'augmentation de la population par la création sur ce site de 370 logements évoquée au sein de l'OAP du secteur 19 reviendrait à une estimation d'environ 1058 nouveaux habitant·es – chiffre INSEE 2021 prenant en compte la taille moyenne des ménages de Villiers-le-Bel : 2,86 personnes par ménage.

Par cette restructuration, il est prévu la démolition de 119 « unités d'habitation » - autant dire « chambres d'hôpital » (1 chambre ou unité = 3 lits) et 9 logements de fonction. A l'exclusion des logements de fonction qui peuvent être considérés comme de l'habitation principale, les chambres d'hôpitaux ne constituent pas un logement permanent mais bien temporaire et ne sauraient donc être assimilé à une « unité d'habitation » - expression emprunté à Le Corbusier pour son immeuble édifié à Marseille, barre de 135 appartements construite sur pilotis (!).

A mon sens, il ne s'agit pas de réhabilitation puisque ces bâtiments n'avaient pas à vocation pour de l'habitation mais bien pour un séjour hospitalier.

Si nous reprenons le CDT, en page 3, nous notons :

Le territoire du CDT est, en effet, largement affecté par la zone C des plans d'exposition au bruit (PEB) de Paris-Charles de Gaulle et Paris-Le Bourget, dans laquelle la construction de logements était strictement limitée à des constructions individuelles et non groupées ne générant qu'un faible accroissement de la population, rendant impossible toute opération d'aménagement à vocation résidentielle (une opération groupée de logements n'était possible que sur l'unité foncière où un nombre équivalent de logements avaient été préalablement démolis).

Une première souplesse a été apportée par l'introduction au sein de la zone C de « secteurs de renouvellement urbain », définis par le 5° de l'article L. 112-10 du code de l'urbanisme : « *Dans les zones C, les plans d'exposition au bruit peuvent délimiter des secteurs où, pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants, des opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain peuvent être autorisées, à condition qu'elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores* ». Ainsi, dans le PEB de Paris-Charles de Gaulle approuvé le 3 avril 2007, 4 secteurs de renouvellement urbain ont été définis sur le (futur) territoire du CDT, Villiers-le-Bel et Gonesse, rendant possible la mutualisation à l'échelle de leur périmètre des démolitions et des constructions de logements (« un pour un »). Cela a, par exemple, permis d'affecter au quartier de la gare de Garges-Sarcelles des droits à construire issus du solde de démolitions-reconstructions du programme de rénovation urbaine du quartier de la Muette, situé à l'autre extrémité de la commune de Garges-lès-Gonesse, mais dans le même secteur de renouvellement urbain.

Si nous reprenons l'article L112-10 du Code de l'urbanisme :

Dans les zones définies par le plan d'exposition au bruit, l'extension de l'urbanisation et la création ou l'extension d'équipements publics sont interdites lorsqu'elles conduisent à exposer immédiatement ou à terme de nouvelles populations aux nuisances de bruit.

A cet effet :

1° Les constructions à usage d'habitation sont interdites dans ces zones à l'exception :

En zone C, des constructions individuelles non groupées situées dans des secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dès lors qu'elles n'entraînent qu'un faible accroissement de la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances et des opérations de reconstruction rendues nécessaires par une opération de démolition en zone A ou B dès lors qu'elles n'entraînent pas d'accroissement de la population exposée aux nuisances, que les normes d'isolation acoustique fixées par l'autorité administrative sont respectées et que le coût d'isolation est à la charge exclusive du constructeur ;

(...)

5° Dans les zones C, les plans d'exposition au bruit peuvent délimiter des secteurs où, pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants, des opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain peuvent être autorisées, à condition qu'elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores. Une telle augmentation est toutefois possible dans le cadre des opérations prévues par le I de l'article 166 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dans les conditions fixées aux I et II dudit article. Postérieurement à la publication des plans d'exposition au bruit, à la demande de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de tels secteurs peuvent également être délimités par l'autorité administrative compétente de l'État après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Pour notre cas, en l'espèce, il faut donc nous référer à cette dérogation soulignée ci-dessus de la loi ALUR:

Article 166 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové .

*« I. - Les contrats de développement territorial, prévus par la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, peuvent, pour répondre aux enjeux spécifiques de renouvellement urbain qu'ils identifient et dans un but de mixité sociale et d'amélioration de la qualité de vie des populations, prévoir des opérations de réhabilitation ou de réaménagement urbain en zone C des plans d'exposition au bruit. Par dérogation à la condition posée par le 5° de l'article L. 112-10 du code de l'urbanisme, ces opérations peuvent entraîner une **augmentation de la population soumise aux nuisances sonores, sans toutefois qu'il puisse s'agir d'une augmentation significative.***

Le contrat de développement territorial précise alors le contenu de ces opérations et délimite les périmètres concernés. Il définit des mesures de suivi de ces opérations, au regard notamment de l'augmentation de la population, précise l'augmentation de la capacité de logement résultant de ces opérations et prévoit des mesures permettant de limiter l'impact des nuisances sonores sur la qualité de vie des populations exposées. »

Tout réside dans cette notion relative et pourtant bien compréhensible de « **augmentation significative** » de la population.

Sur le site lui même de l'hôpital, nous avons vu qu'en terme d'habitation, seuls 9 logements de fonction ne pouvaient en être considérés. Les dites-unités d'habitations, pour parler des chambres d'hôpital, sont pour moi un abus de langage.

De ce fait, nous avons ici le cas d'un **projet d'augmentation plus que significative, mais bien exponentielle, non seulement sur le site lui-même, mais aussi sur le quartier des Charmettes – secteur 19 du CDT – et sur la ville entière : soit plus d'un millier de personnes ce qui correspondrait à une augmentation d'une population nouvellement exposée aux nuisances sonores**, avec pour corollaire des besoins supplémentaires en équipements publics – la ville propose la construction d'un groupe scolaire et d'une résidence universitaire non incluse au projet initial dans les réunions de concertation préalable -, des projets de mobilités repensés, des places de parking, des commerces et services à prévoir et une offre de soins médicaux. **Un accroissement de population suppose aussi des nuisances et pollutions dues aux mobilités.**

Villiers-le-Bel, une ville en accroissement démographique

Selon les chiffres de l'INSEE : données statistiques sur Villiers-le-Bel 2021/2022 :

Une population qui augmente :

2010 : 26 736 habitants

2021 : 28 836

2022 : 29 238

Soit une augmentation de + 7,9% en un peu plus d'une décennie, avec une variation annuelle moyenne de 1,2 % sur 6 ans

Densité de la population en 2022 : 4 005,2 habitants au km² (Île-de-France : 1030,7)

Nombre de ménages en 2022 : 9 980

Nombre total de logements en 2022 : 10 665

Part des **résidences principales en 2022** en % : 93,6

Part des **logements vacants en 2022** en % : 5,6

Nombre de ménages fiscaux en 2021 : 9 362

Dont 38 % de ménages fiscaux non imposés

Taux de pauvreté en 2021, en % : 37

Une population très jeune en croissance démographique :

Commune de Villiers-le-Bel (95680)

POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

Âge	2011	%	2016	%	2022	%
Ensemble	27 428	100,0	27 247	100,0	29 238	100,0
0 à 14 ans	6 665	24,3	7 013	25,7	7 664	26,2
15 à 29 ans	6 301	23,0	5 600	20,6	6 048	20,7
30 à 44 ans	5 529	20,2	5 803	21,3	6 203	21,2
45 à 59 ans	5 027	18,3	4 569	16,8	4 900	16,8
60 à 74 ans	2 329	8,5	2 879	10,6	3 264	11,2
75 ans ou plus	1 577	5,8	1 383	5,1	1 159	4,0

Sources : Insee, RP2011, RP2016 et RP2022, exploitations principales, géographie au 01/01/2025.

Une population active totale qui augmente moins vite (nombreux enfants) :

2010 : 12 194 actifs, chômeurs compris

2021 : 12 610 actifs, chômeurs compris

Une population active occupée, en faible augmentation :

2010 : 10 057 actifs ayant un emploi

2021 : 10 296 actifs ayant un emploi

Soit une augmentation modeste de 2,4%

2022 : 10 434 actifs ayant un emploi dont 81,9 % travaillent en dehors de la commune

Un nombre d'emplois en diminution :

2010 : 5 641 emplois

2021 : 5 112

Soit une diminution des emplois de 9,4%

Un taux de chômage élevé, en augmentation

2010 : 17,5%

2021 : 19,3%

Soit une augmentation de 9,4%

Moyenne de l'Ile-de-France

2010 : 11,1%

2021 : 11,4%

Il aurait fallu intégrer ces données actualisées de l'INSEE à l'évaluation environnementale figurant de la page 123 à 223.

Par ailleurs, il manque une étude socio-économique pour évaluer les besoins en terme d'emplois, de services publics de la population.

Une reconversion d'un équipement public hospitalier en un autre équipement public, pourvoyeur d'emplois pour les habitants du territoire

Depuis de nombreuses années, les parents d'élèves de la ville demandent l'implantation d'un lycée Général et Technologique à capacité suffisante pour la ville. En effet, sectorisés sur Sarcelles, les élèves de 3ème doivent obligatoirement être affectés sur les lycées Maryse Condé et Jean-Jacques Rousseau de Sarcelles, ceux-ci arrivant à saturation avec près de 2000 élèves chacun, présentant des problèmes de sécurité et de conditions d'enseignement et d'apprentissage dégradées pour certaines classes inhérent à la capacité d'accueil qui se trouve en limite ou dépassée.

Le Lycée professionnel Pierre Mendès-France de Villiers-le-Bel a fait l'objet d'une extension à la rentrée 2023 par l'ouverture de filières générales et technologiques pour 5 classes de Seconde – soit environ 150 à 160 élèves -, puis en montée pédagogique pour celles de Première à la rentrée 2024 et de Terminales à celle de 2025 à venir. Devenu Lycée Polyvalent, il n'accueille néanmoins que quelques élèves de Villiers-le-Bel mais pas en nombre suffisant au regard du nombre d'enfants scolarisés dans les collèges de la ville qui désirent poursuivre leur scolarité en voie générale et technologique : à la rentrée 2024, les élèves de 3ème représentaient pour les trois collèges un total de 1763 élèves - Collèges Léon Blum : 653 ; Martin Luther King : 570 ; Saint-Exupéry : 540 – Données Éducation nationale rentrée scolaire septembre 2024 -

Les bâtiments à disposition de la friche hospitalière seraient en complète adéquation avec les besoins en matière d'éducation, d'enseignement et d'emplois pour les habitant·es de la ville et du territoire : le document de l'OAP évoque fort à propos la valorisation de l'existant en gardant une partie des bâtiments et le site arboré en tant que « campus » végétalisé avec des arbres remarquables. Ce serait également un projet valorisant pour la ville mettant à l'honneur une volonté politique d'Education.

Ce serait l'endroit idéal pour l'emplacement d'un lycée public, avec un parc des sports attenant, en centralité de la ville, permettant des déplacements en mobilité douce et bien desservi par les transports en commun -lignes de bus ; gare proche.

Incohérence d'un projet de densification au regard des perspective démographique croissante de la ville pour les années à venir

Avec une population de 29 238 habitant·es en 2022 – données INSEE –, un taux de natalité relativement stable depuis 1968, s'élevant à 22, 1 % en 2021 et un taux de mortalité aussi stable s'élevant à 5,5 % en 2021, la population de Villiers-le-Bel est en augmentation constante.

Le nombre d'habitant·es estimé en 2022 est de 29 238 et les études prospectives de l'INSEE prévoient une variation moyenne par année de 1,2 % sur les six années à venir.

La répartition par âge montre qu'un quart de la population a entre 0 et 14 ans – 24,3 % en 2021 -

Villiers-le-Bel n'a donc pas besoin d'une augmentation significative de population nouvelle sur son territoire, mais bel et bien d'un établissement public d'enseignement secondaire de type lycée Général et Technologique qui viendrait en cohérence avec la demande d'un quatrième collège sur la ville pour désengorger les trois existants en Réseau d'Éducation Prioritaire qui ont largement dépassé leur capacité d'accueil initiale.

Le PLU modifié doit par ailleurs être en compatibilité avec le SDRIF-E voté par la Région le 11 septembre 2024 et validé par le Conseil d'État par décret le 12 juin 2025, avec pour objectif de « mieux intégrer les dimensions écologiques et humaines afin de répondre à l'urgence climatique et aux nouvelles aspirations des Franciliens », à l'horizon 2040-2050.

Il s'agit, dans les orientations réglementaires applicables à Villiers-le-Bel, entre autres de « maîtriser le développement urbain », ce qui selon moi, dans cette modification n°2 du PLU, n'est pas prise en compte puisque non maîtrisé pour une ville qui n'aurait surtout pas besoin densifier.

Conclusion : Villiers-le-Bel n'a pas besoin d'augmenter sa population mais bien ses emplois

Le projet pour la friche hospitalière pourrait se voir évoluer en maintenant un zonage pour établissement public et en privilégiant la structure existante avec ses aménités urbaines et paysagères pour un lycée général et technologique dont Villiers-le-Bel ne dispose pas assez de capacité d'accueil au regard de sa population jeune scolarisée et de son projet de « 4ème collège » à maintenir.

Rappelons que le site, en zone C du PEB, nonobstant la souplesse et le desserrement prévu dans le CDT, ne permet pas l'augmentation significative de population du fait des nuisances sonores aériennes et de l'impact nocif avéré sur la santé des habitant·es : à l'origine des maladies chroniques, cardio-vasculaires, troubles du sommeil ... pouvant aller jusqu'à 3 ans de vie en bonne santé perdue selon une étude récente de Bruitparif – voir document ci-dessous. Ceci ne devrait pas s'arranger dans les années à venir, au vu des prévisions d'ADP – Aéroport de Paris – annonçant jusqu'à 19 % f(augmentation des mouvements aériens à l'horizon 2050 – consultation publique en cours.

Les zones les plus touchées

Exposition au bruit des transports routiers, ferrés et aériens de 14 agglomérations franciliennes de plus de 100 000 habitants

